

QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN: Squats, mode d'emploi

Von Azozomox - Berlin, eingestellt am 20.04.2015



Nous continuons notre série d'articles sur les squats, cette fois-ci avec un historique des squats en Allemagne: les occupations à partir de 1968 à Berlin-Ouest, Berlin-Est et dans le Berlin unifié. Cette partie est consacrée à Berlin-Est puis à Berlin réunifié.

Au début des années 1970, l'occupation de milliers d'appartements et de quelques maisons individuelles a gagné Berlin-Est. Elle a surgi pour différentes raisons: d'abord des aspirations d'ordre politique à trouver des espaces de liberté pour une autre forme de vie, ensuite parce qu'un appartement postulé était soit refusé soit non attribué au demandeur. Le manque de logements était bien le motif primordial pour agir. En RDA, le nombre de vieux appartements habitables s'était réduit d'un million. En outre, vu le coût élevé de la démolition, des immeubles fermés demeuraient vides des années durant, sous surveillance de l'administration, caractérisant l'apparence de nombreuses villes de RDA. Les maisons occupées l'été 1990 dans la Mainzer Strasse 2-11 à Berlin-Est en sont un exemple. Les estimations du nombre de logements vides étaient alors de 235.000 à 400.000 pour l'ensemble de la RDA. Il n'y a pas de chiffres fiables pour les squats, seulement des estimations approximatives. A Berlin-Est (capitale de la RDA) on peut parler dans les années 1980 de quelques milliers d'appartements occupés, et seulement dans l'arrondissement de Prenzlauer Berg, de 1.270 squats en 1987. Du fait que dans le pays, les loyers étaient très bas, les motifs économiques n'ont joué aucun rôle ? souvent les occupants payaient un loyer sans avoir signé de contrat, espérant ainsi être reconnu-e-s a posteriori comme locataires par l'office public de construction de logements.

Si la majorité des occupants, individus ou groupes, emménagent dans ces immeubles vétustes surtout pour se loger, on peut parler dans certains cas «d'un milieu culturellement oppositionnel avec une approche d'une diversité de projets, d'initiatives et de groupes pleine d'imagination». Des collectifs sans contraintes et des communautés se sont alors créés ? avec l'apparition d'une culture alternative: des galeries et des ateliers d'artistes, des bars et des cafés, des salles de répétition pour groupes de musique (surtout punk et rock), des lieux pour le théâtre, des happenings et des réunions politiques.

(?) Malgré la menace d'amendes pouvant atteindre 4.000 marks, ou des évacuations sporadiques, la RDA n'a pas réussi à contrôler l'occupation illégale de logements vides. Mais, par ailleurs, l'Etat ne faisait pas tant de manières lorsqu'il soupçonnait un grand danger politique derrière les occupations.

Pour les nombreux protagonistes de la RDA, la lame de fond qui a submergé Berlin-Est fin 1989 / début 90, marquant la deuxième grande vague de squats, n'était que la poursuite des occupations d'appartements et de maisons en RDA. Car après la réunification des deux Etats allemands et la chute du Mur, se sont ajoutés les candidats à l'occupation venus de RFA et de Berlin-Ouest. L'effondrement progressif de la RDA a mené à une situation de droit incertaine, provoquant une sorte de vide juridique qui leur offrait les conditions pour désormais occuper des bâtiments inoccupés de manière officielle et visible. C'est ainsi que fin 1989 / début 90, les premières occupations publiques ont vu le jour (?) En tout, plus de 130 maisons étaient occupées. Cependant, après la décision du 24

juillet 1990 de la municipalité de Berlin-Est de ne pas autoriser de nouveaux squats, leur nombre a fortement diminué. Alors qu'un grand nombre d'occupants voulaient passer des contrats avec la municipalité, rien n'a été conclu et celle-ci a rompu les négociations à l'automne 1990. L'évacuation de deux maisons à Lichtenberg le 12.11.1990 a provoqué d'importants affrontements avec les occupants de la Mainzerstrasse. Le 14, 3.000 policiers étaient mobilisés avec des hélicoptères, des véhicules blindés, des unités spéciales de commandos cagoulés, des lances à eau, des bulldozers, des gaz lacrymogènes, des grenades explosives, des armes à balles réelles (une balle a touché par ricochet le pied d'une personne). Après des heures d'affrontements violents avec les occupants et leurs soutiens, qui se défendaient derrière des barricades avec des pierres, des cocktails Molotov et autres projectiles, les 12 maisons furent évacuées et 412 personnes arrêtées.

A la suite de l'évacuation de la Mainzerstrasse, la tenue des tables rondes s'est accélérée dans tous les quartiers de Berlin-Est, débouchant après des négociations avec la plupart des squats (plus de 100) sur leur légalisation. Par contre les maisons sans contrat de location ont été évacuées. Celle dont l'occupation sans contrat a duré le plus longtemps, la Marchstrasse / Steinufer, a été évacuée en 1996 après 7 années.

Papy et mamy font de la résistance

Dans les temps qui ont suivi la baisse du mouvement d'occupations, des maisons et des lieux de stationnement ont continué à être occupés, évacués, légalisés ? cependant il ne s'agissait plus d'un mouvement ou d'une vague. Selon la Berliner Linie, tous les lieux occupés (plus de 120) ont été évacués ces 25 dernières années, sauf quelques exceptions (?). Moins de 10% des squats ont été légalisés.

Malgré tout, des occupations prometteuses ont eu lieu ces dernières années: par exemple, en 2012, celle de 111 jours du centre de loisirs pour personnes âgées à Berlin-Pankow par 340 seniors de 63 à 96 ans. Finalement, après de nombreuses protestations et une très large solidarité avec les occupants, l'administration de l'arrondissement a décidé à l'unanimité de leur accorder un bail. A l'origine, Pankow, avec une majorité SPD/Verts, avait renoncé à financer l'entretien du lieu (environ 52.000 euros par an) et prévu sa fermeture. La résistance des seniors a surpris les autorités. D'abord l'occupation, ensuite un soutien toujours plus grand ont incité les politiques à faire des concessions. Si au départ l'occupation des seniors s'opposait à la fermeture de leur lieu de rencontres, avec le temps s'est développée une conscience politique élargie pour les problèmes d'une société capitaliste. Ils voulaient aussi s'exprimer contre la fermeture de nombreux espaces sociaux, culturels, éducatifs et de loisirs pour jeunes et moins jeunes. Dans une interview, une dame âgée déclare: «Nous ne voulons pas vous laisser un pays où une leçon de musique pour les enfants, une visite à la bibliothèque ou un cours de gymnastique pour seniors deviennent des produits à monnayer, et les gens qui ne peuvent pas ou plus se le payer sont laissés de côté pour une question d'argent. (?) Nous ne voulons pas vous laisser un pays où des banques pourries et des grands projets inutiles bénéficient de milliards, alors que les besoins sociaux et culturels des gens sont ignorés».

Les occupations de réfugiés constituent d'autres exemples: d'une part Oranienplatz (d'octobre 2012 à avril 2014), d'autre part Refugee Strike House, une ancienne école sise dans Ohlauerstrasse (Kreuzberg), avec plus de 200 réfugiés. Malgré une évacuation partielle en juillet 2014, une cinquantaine de réfugiés occupent encore une partie de l'école et se battent non seulement pour un espace de liberté autogéré mais aussi contre des lois d'asile racistes et pour une vie digne. En juillet 2014, alors que les Verts, qui géraient l'arrondissement, voulaient évacuer complètement l'école et avaient fait bloquer l'accès au bâtiment et aux rues adjacentes pendant 9 jours, avec un grand déploiement de forces policières, une vague de solidarité de milliers de personnes a surgi dans des manifestations. Ces deux derniers exemples révèlent la diversité des squats et montrent que dans certaines conditions ils réussissent politiquement à s'imposer.

Si on considère dans sa totalité l'histoire des maisons et aires de stationnement occupées à Berlin, sur les 640 lieux occupés de 1970 à 2015 environ 220 ont été légalisés.

Vivre vite de l'autre côté du Mur

Pour celles et ceux qui voudraient en savoir plus sur les «dissidents» de l'Allemagne de l'Est, nous vous conseillons ce petit livre, paru chez Mutines Séditions en 2012* dont voici un extrait de la postface.

Les textes sont tous traduits d'un recueil allemand ayant pour cadre la ville de Leipzig, Haare auf Krawall. Ces récits se déroulent avant la chute du Mur de Berlin en 1989, dans un pays où la seule opposition aurait été composée d'intellectuels/artistes ou assurée par l'Eglise (protestante). Cette version de l'histoire voudrait nous faire croire qu'il n'y avait pas de continuité entre l'Est et l'Ouest (notamment les deux Allemagne), mais opposition entre «démocratie» et «dictature». Or la différence n'est pas plus grande entre capitalisme de marché et capitalisme d'Etat qu'entre les révoltés des deux blocs et l'Etat qui les écrasait. Ensuite, il est toujours intéressant pour les dominants de présenter une opposition officielle afin de constituer les cadres du futur et d'asseoir la légitimité du nouveau régime.

La plupart des récits de Haare auf Krawall nous montrent au contraire que les «dissident-e-s» ne se battaient pas tou-te-s pour les libertés formelles ou le paradis de la consommation de l'Ouest, mais bien pour une liberté qu'aucun Etat ne saurait satisfaire, et des désirs qu'aucune économie ne viendra combler. Enfin, même dans un cadre qui pouvait sembler absolu, ils nous montrent que l'oppression tient bien moins sur la force militaire que sur la soumission de tous et toutes. Ces jeunes qui squattaient, volaient, vivaient en petites communautés punks, se battaient avec les flics lors de fêtes, affichaient des messages subversifs dans les rues, et n'étaient finalement «asociaux» que parce que le reste n'était que trop social, en phase avec une société de contrôle et de délation.

* Vivre vite de l'autre côté du Mur, Punks et anarchistes en ex-Allemagne de l'Est, Mutines Séditions, novembre 2012. 114 p, librairie 6 euros, distro 4 euros. Mutines Séditions, c/o Bibliothèque Libertad, 18, rue Burnouf, F-75019 Paris.

<http://mutineseditions.free.fr> [1] , <mutineseditions(at)riseup.net>.

Auteur original:

Azozomox - Berlin

Liens:

[1] <http://mutineseditions.free.fr>

URL source (Obtenu le 2016-06-01 14:26): [http://www.forumcivique.org/fr/articles/questions-dhier-et-de-demain-squats-m
d%E2%80%99emploi-0](http://www.forumcivique.org/fr/articles/questions-dhier-et-de-demain-squats-m
d%E2%80%99emploi-0)

France:

Hameau de St-Hippolyte
F-O4300 Limans
Tel.: +33-492-73 05 98
fr@forumcivique.org

Schweiz/Suisse:

St. Johans-Vorstadt 13
Postfach, CH-4004 Basel
Tel.: +41-61-262 01 11
Fax: +41-61-262 02 46
PC/CCP 40-8523-5
ch@forumcivique.org

Österreich:

Lobnik 16
A-9135 Bad Eisenkappel/
?elezna Kapla
Tel.: +43-42 38-87 05
Fax: +43-42 38-87 05 4
at@forumcivique.org

Deutschland:

Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
17159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
Fax: +49-399 59-20 399
de@forumcivique.org

Ukraina | ???????:

vul. Borkanyuka 97
90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
Fax: +380-31 42-512 20
ua@forumcivique.org

Rumânia:

Joachim Cotaru
str. Bisericii 234
557168 Hosman (SB)
Tel./Fax +40-269-583 153
ro@forumcivique.org